

Partie 1 Généralités

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT)
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .2 Province de l'Ontario
 - .1 *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, L.R.O. 1990, telle que modifiée.
 - .2 *Règlement de l'Ontario 213/91*, tel que modifié.
- .3 Province de Québec
 - .1 *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, L.R.Q. ch. S-2.1 (édition en vigueur).
 - .2 *Code de sécurité pour les travaux de construction*, ch. S-2.1, r. 4 (édition en vigueur).
- .4 Association canadienne de normalisation (CSA)
 - .1 CSA Z462-F08, Sécurité en matière d'électricité au travail.
 - .2 CAN/CSA-Z460-F05 (C2010), Maîtrise des énergies dangereuses.
- .5 Code national du bâtiment – Canada 2010, tel que modifié.
- .6 Code national de prévention des incendies – Canada 2010, tel que modifié.

1.2 DÉFINITIONS

- .1 Personne compétente
 - .1 Personne qui possède les connaissances, la formation et l'expertise nécessaires pour organiser le travail et l'exécuter.
 - .2 Personne qui connaît les lois et les règlements qui s'appliquent aux travaux.
 - .3 Personne qui connaît tout risque potentiel ou réel envers la santé et la sécurité en milieu de travail.

1.3 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et échantillons suivants dans les 24 heures suivant l'attribution du contrat et avant le début des travaux :
 - .1 un document attestant que l'Entrepreneur dispose d'une assurance-responsabilité ainsi qu'un certificat de décharge valide émis par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) et/ou de la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST);
 - .2 des copies des certificats de compétence de tous les travailleurs;
 - .3 des certificats attestant que les employés ont suivi une formation sur l'utilisation des dispositifs antichute;
 - .4 l'enregistrement et les cartes de protection du travail des employés et de l'employeur (le cas échéant);
 - .5 le formulaire, rempli et signé, d'enregistrement des constructeurs et des employés embauchés dans le cadre du présent projet.

- .2 Présenter un plan de santé et de sécurité propre au chantier dans les 24 h suivant l'avis de l'ordre de démarrage des travaux et avant le début des travaux. Le plan de santé et de sécurité doit comprendre :
 - .1 une évaluation des risques pour la sécurité propres au chantier;
 - .2 les résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité et la procédure de gestion des risques;
 - .3 toutes les fiches signalétiques applicables;
 - .4 d'autres procédures en matière de travail sécuritaire, y compris, sans toutefois s'y limiter :
 - .1 un plan de communication;
 - .2 les numéros de téléphone des personnes-ressources;
 - .3 la politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité;
 - .4 un plan d'intervention en cas d'urgence propre au site, qui décrit les procédures normalisées d'exploitation à suivre en cas d'urgence;
 - .5 les mesures de protection du public;
 - .6 l'utilisation de l'équipement de protection individuelle;
 - .7 une preuve du niveau de qualification des travailleurs, les certificats des apprentis et les certificats de formation obligatoires pour tous les travailleurs employés dans le cadre du projet.
- .3 Soumettre au Représentant du Ministère, une fois par semaine, des exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .4 Présenter au Représentant du Ministère les fiches signalétiques exigées du SIMDUT.
- .5 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations après réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère dans les 24 h après réception des observations de ce dernier.
- .6 L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .7 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents au Représentant du Ministère.
- .8 Exigences relatives à la formation du personnel, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :
 - .1 la formation et les qualifications des responsables de la santé et de la sécurité sur le chantier et de leurs remplaçants;
 - .2 les exigences en matière de formation sur les risques et dangers présents sur le chantier;
 - .3 la formation relative à l'utilisation de l'équipement de protection individuelle.

1.4 ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ

- .1 Effectuer une évaluation des risques pour la sécurité liés à l'exécution des travaux sur le chantier du projet.

1.5 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Envoyer l'avis de projet et/ou d'ouverture de chantier aux autorités provinciales compétentes.
 - .1 En Ontario : envoyer l'avis de projet au ministère du Travail.
 - .2 Au Québec : envoyer l'avis d'ouverture de chantier à la CSST.
- .2 Envoyer la désignation du projet et/ou « le document équivalent pour le Québec » aux autorités provinciales.
 - .1 En Ontario : envoyer la désignation du projet au ministère du Travail.
 - .2 Au Québec : envoyer « le document équivalent pour le Québec » à « l'autorité équivalente pour le Québec ».

1.6 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et de sécurité avec le Représentant du Ministère avant de commencer les travaux, et en assurer la direction.

1.7 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
 - .1 En Ontario : assumer la responsabilité et le rôle du Constructeur selon la description de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et les *Regulations for Construction Projects* de l'Ontario.
 - .2 Au Québec : assumer la responsabilité et le rôle de l'Entrepreneur principal selon la description de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et du *Code de sécurité pour les travaux de construction* du Québec en ce qui concerne la portée et les secteurs des travaux, selon les définitions du devis de projet.
- .2 Respecter les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que le plan de santé et de sécurité propre au chantier, et veiller à ce que les employés s'y conforment.

1.8 TEMPS ET ESPACE

- .1 Séparer le chantier des autres chantiers de construction dans le temps ou l'espace ou au moyen de barrières physiques.
 - .1 Coordonner les travaux avec le Représentant du Ministère afin d'éviter de travailler en même temps que d'autres entrepreneurs.
 - .2 Conserver une distance entre les chantiers pour que les travaux effectués sur un quelconque chantier ne nuisent pas aux travaux effectués sur un chantier différent.

- .3 Installer et maintenir des barrières physiques entre les chantiers pour que les travaux effectués sur un quelconque chantier ne nuisent pas aux travaux effectués sur un chantier différent.

1.9 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à tous les codes, règlements et lois de la province compétente.
- .2 En Ontario : se conformer à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et aux *Regulations for Construction Projects*, L.R.O. 1990, ch. 0.1, tels que modifiés et au *Règlement de l'Ontario 213/91*, tel que modifié.
- .3 Au Québec : se conformer à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, L.R.Q., ch. S-2.1 (édition en vigueur) et au *Code de sécurité pour les travaux de construction*, ch. S-2.1, r. 4 (édition en vigueur).
- .4 Se conformer à la norme CSA Z462-F08, Sécurité en matière d'électricité au travail.
- .5 Se conformer à la norme CAN/CSA-Z460-F05 (C2010), Maîtrise des énergies dangereuses.
- .6 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada 2010, tel que modifié.
- .7 Se conformer au Code national de prévention des incendies – Canada 2010, tel que modifié.

1.10 AFFICHAGE DE DOCUMENTS

- .1 Fournir ou obtenir du Représentant du Ministère les documents suivants et les afficher sur le chantier (le cas échéant) :
 - .1 la politique en matière de sécurité;
 - .2 le nom du représentant en matière de santé et de sécurité;
 - .3 le nom de l'Entrepreneur;
 - .4 les fiches signalétiques;
 - .5 l'avis de projet;
 - .6 le rapport sur les substances désignées;
 - .7 le certificat provincial d'approbation des échafaudages par un ingénieur;
 - .8 toutes les exigences législatives et réglementaires applicables.

1.11 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

- .1 Faire exécuter les travaux par des apprentis ou des ouvriers qualifiés et accrédités, conformément à la loi provinciale sur la qualification et la formation professionnelle de la main-d'œuvre.
- .2 Permettre aux employés inscrits à un programme provincial d'apprentissage d'exécuter des tâches précises s'ils sont sous la surveillance directe d'ouvriers qualifiés et accrédités.
- .3 Déterminer les activités et les tâches permises aux apprentis d'après le niveau de formation reçu et la capacité démontrée d'exécuter certaines fonctions.

1.12 RISQUES IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant du Ministère, de vive voix et par écrit.

1.13 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si les problèmes de non-conformité ne sont pas corrigés.

1.14 SÉCURITÉ PUBLIQUE

- .1 Prendre toutes les précautions indiquées dans la réglementation provinciale en vigueur pour s'assurer que personne n'est exposé à des risques injustifiés.
- .2 Le secteur des travaux doit être protégé avec des barrières pour en interdire l'accès au public, conformément à la réglementation provinciale en vigueur et selon l'approbation du Représentant du Ministère.

1.15 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public et du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité par rapport aux questions liées au coût et au calendrier des travaux.
- .2 Les sections de la Division 1 ont préséance sur les exigences techniques et les autres divisions du présent devis.
- .3 Confier la responsabilité et l'obligation à des personnes compétentes pour l'arrêt ou le commencement des travaux, lorsque selon l'avis des personnes compétentes, cela est nécessaire ou préférable pour des raisons de santé ou de sécurité.
- .4 Le Représentant du Ministère se réserve aussi le droit d'ordonner l'arrêt des travaux pour des raisons de santé et de sécurité.

FIN DE LA SECTION